

largely imaginary but highly abusive accusations against what was felicitously styled "The enemy within." And student leaders, elected by a miniscule constituency among a student body that regards student politics with apathetic resignation, reacted with indignation to the idea that somebody should question whether some of their members actually belong in a university. Granatstein, Bothwell and Bercuson had committed the cardinal sin against those—the great majority it seems—whose allegiance is not to higher education or higher learning, but to the *institutions* of higher education as they have evolved in Canada over the last twenty years or so.

The *Great Brain Robbery* directly addressed the main question being examined by this Committee today—financing for higher education in Canada. The major premise of the book is that although there are money problems afflicting Canadian universities—problems which are, in part, not of their making and which they are powerless to solve—many other problems are of their making and won't be solved by throwing money at them. We took it as given that there are serious things wrong with higher education in Canada; but we then argued that many of them can and should be fixed without the need for more money, more administrators, more professors, or even more students. Instead we suggested that academics, both professors and administrators, have got to start working to solve those problems and that once we, who work in the universities, have shown that we know how to solve at least some of our own problems, then, and only then, will we have earned enough credibility to justify returning to the public with a demand for more money.

In *The Great Brain Robbery* we wrote about the tenure system, faculty unionization, student representation on university governing bodies and a whole host of other problem areas. All of these problems have been characterized by a misallocation of resources and energy.

Today, however, we would like to concentrate our attention on one which we consider very important, if not the most important—the undergraduate curriculum. For before we can ask whether the expenditure of our tax money is buying research which is sufficient in either quantity or quality, we should ask how we go about laying the foundations of research: whether, in fact, we train our students in a systematic way to cope with the core of basic knowledge that forms the foundation of our civilized society. We refer to what was once the "liberal arts" core of every university education but which, in Canada, has become as dead as the dodo bird. We choose to discuss this aspect here because we believe that a university is its curriculum—its calendar—and that if that calendar has no direction, no form and no directed purpose other than to allow students to gather credits, or to enable departments and facul-

pour des subventions, craignaient fort naturellement que notre livre ne vienne compliquer leur tâche déjà difficile. Les syndicats de professeurs, mécontents de voir leur image ainsi détruite, déchaînèrent une pluie d'accusations, en grande partie non fondées et hautement exagérées contre nous; après tout, nous n'étions pour eux que des ennemis dans leurs rangs. Des leaders étudiants, à la tête d'un groupuscule parmi une population étudiante qui ne réagit qu'avec apathie et résignation devant la façon dont sont régies les affaires qui les concernent, s'indignaient de voir certains s'interroger sur le droit de quelques-uns de leurs membres d'être considérés comme vraiment inscrits à une université. Grantstein, Bothwell et Bercuson avaient commis une faute grave envers ceux—la grande majorité, semble-t-il—qui se sont jurés de demeurer fidèles non pas à l'enseignement supérieur ou au haut savoir, mais aux *institutions* d'enseignement supérieur, telles qu'elles ont évolué au Canada au cours des vingt dernières années.

*The Great Brain Robbery* a justement abordé la question sur laquelle doit se pencher votre comité aujourd'hui: le financement de l'enseignement supérieur au Canada. Le principal argument de notre ouvrage était le suivant: un fait demeure, les universités canadiennes font face à des problèmes financiers dont, en partie, elles ne sont pas responsables et qu'elles sont impuissantes à régler. Mais bon nombre d'entre eux *auraient pu être évités* et ce n'est pas en gavant les universités qu'on les réglerait. Nous tenions pour acquis que le système d'enseignement supérieur au Canada comporte bien des failles graves; nous soutenions par ailleurs qu'un grand nombre d'entre elles pourraient être comblées sans injection de fonds publics et sans augmenter le nombre d'administrateurs, de professeurs ou même d'étudiants. Au lieu de cela, nous prétendions que les universitaires, tant les professeurs que les administrateurs, devaient d'abord se pencher eux-mêmes sur ces problèmes; et ce n'est qu'une fois que les intervenants des milieux universitaires auraient réussi à démontrer qu'ils sont en mesure de les solutionner, du moins en partie, qu'on leur ferait confiance et qu'on les justifierait de demander d'autres subventions.

Dans *The Great Brain Robbery*, nous avons abordé la question de l'octroi de la permanence, de la syndicalisation des professeurs, de la représentation des étudiants aux conseils d'administration des universités et une foule d'autres problèmes. Dans tous les cas, nous avons constaté une mauvaise allocation des ressources et des énergies.

Aujourd'hui, nous aimerions tout particulièrement insister sur une question que nous considérons très importante, sinon la plus importante: celle des programmes d'études de premier cycle. Car avant de nous demander si une juste part des deniers publics est consacrée au financement des travaux de recherche et si ceux-ci sont d'une qualité suffisante, nous devrions peut-être nous interroger sur la manière dont il faudrait établir les bases de la recherche: plus précisément, si nous devrions donner à nos étudiants une formation systématique leur permettant d'acquérir les connaissances fondamentales sur lesquelles se sont bâties nos sociétés civilisées. Nous aimerions que l'on revienne à ce qu'on appelait autrefois les «arts libéraux», qui étaient alors les matières de base de toute formation universitaire, mais qui, au Canada, ont perdu toutes leurs lettres de noblesse. Si nous avons décidé d'aborder cet aspect ici, c'est que nous croyons que la valeur d'une université *réside*